

donné à entendre que le ministère de la Marine et des Pêcheries songeait à se désister de l'arsenal, disant que l'on devrait, si le bruit était fondé, en faire l'acquisition pour le compte de l'Intercolonial.

Renseignements pris au ministère de la Marine et des Pêcheries, j'ai constaté que le bruit était complètement dénué de fondement, et que le ministère n'a pas même songé à cette affaire; j'ai donc répondu en conséquence à la chambre de commerce d'Halifax.

M. COCHRANE: Je crois avoir dit à Halifax, l'automne dernier, que nous devrions tâcher de faire l'acquisition de cet arsenal.

M. MACDONALD: Je vois que le "Herald" d'Halifax publie l'exposé de ce qui est censé être le programme du ministre à l'égard de l'Intercolonial. Publié dans les colonnes de l'organe du Gouvernement, cet exposé porte toutes les marques d'une déclaration officielle. Il y est dit que le ministre se propose d'activer le trafic du chemin de fer de l'Etat par l'établissement d'un service de paquebots rapides sur l'Atlantique, que des négociations se poursuivent à cet effet et que le Gouvernement est saisi de deux projets, dont l'un comporte le doublement de la voie de l'Intercolonial depuis Moncton jusqu'à Halifax. On y ajoute que le Gouvernement se propose aussi d'adoucir les rampes du chemin et de construire une ligne de ceinture allant de Parrsboro au bassin de Minas et de là à Truro.

M. STANFIELD: Bravo! bravo!

M. MACDONALD: L'article dit encore que le Gouvernement a, en matière de transport, de vastes projets dont il va entreprendre résolument la réalisation. Le ministre devrait nous faire savoir s'il entend inscrire au budget supplémentaire des crédits destinés à ce service de paquebots rapides sur l'Atlantique, au doublement de la voie de l'Intercolonial entre Moncton et Halifax ou à la construction d'une ligne entre Parrsboro et Truro. Si la session doit, comme nous y comptons, se clore sous peu, il importerait d'avoir ces renseignements dès maintenant, afin que nous puissions discuter la question.

La dépêche en question, expédiée d'Ottawa, était publiée jeudi dernier sous les titres et sous-titres: "Développement prochain de l'Intercolonial, service transatlantique; le transport des voyageurs, des marchandises et du fret des transatlantiques assurera le succès du chemin de fer du peuple."

M. COCHRANE: Ce n'est pas à mon ministère qu'il appartient de subventionner les paquebots. Par malheur, l'auteur de cette dépêche ne m'a pas consulté avant de l'expédier. Je ne crois pas que l'on trouve dans le budget supplémentaire aucun cré-

dit destiné à doter l'Intercolonial de l'une quelconque des choses mentionnées dans la dépêche.

M. GRAHAM: La question est grosse de conséquences pour l'avenir de l'Intercolonial. Nous n'avons pas toujours, mon honorable collègue de Westmoreland (M. Emmerson) et moi, eu la même manière de voir sur la question de l'Intercolonial.

M. COCHRANE: J'ai pensé que je devais vous laisser le soin de lui répondre sur ce point.

M. GRAHAM: Je n'en parlerai pas, car nous sommes optimistes et au lieu de nous attarder à discuter ce qui s'est fait par le passé, nous préférons que le ministre nous fasse part de ce qu'il fera à l'avenir. Nous avons institué le conseil d'administration à titre d'essai, suivant en cela l'exemple de certaines grandes compagnies de chemins de fer et de certains établissements industriels fort importants. Composé des chefs de service de l'Intercolonial, y compris M. Pottinger, qui est une véritable encyclopédie à lui seul tant il est renseigné sur tout ce qui a trait au chemin de fer, le sous-ministre en fut nommé président. Nous avons pensé que mieux valait réunir les chefs de divers services, obtenir leur avis sur ce qui leur semblait être la meilleure manière de diriger chacun de ces services, et les charger d'aviser entre eux aux moyens à prendre pour obtenir les résultats les plus satisfaisants.

Cela n'allégeait en rien la responsabilité du Gouvernement. D'ailleurs, nous ne vivons pas à cela; nous avons pensé que ceux qui étaient le plus au fait de l'exploitation eussent autre chose à faire que de donner des avis à un ministre qui se trouvait au loin. Je crois que ce fut une amélioration, je ne dirai pas sous le rapport administratif, mais en ce que, depuis deux ans, le service est devenu plus satisfaisant. Je ne tiens pas outre mesure à l'idée d'un conseil d'administration. C'est un essai que j'ai tenté, et il doit être convenu entre mon honorable ami (M. Emmerson) et moi que nous ne pouvons nous entendre sur ce point.

Le jour n'est pas loin où il faudra entreprendre, à l'égard de la partie est du réseau des chemins de fer du Canada, la réalisation de quelque vaste projet. L'Ouest grandit à vue d'oeil, et je prévois que d'ici à quelques années il s'accomplira un développement rapide dans les provinces de l'est du Canada. Les Provinces maritimes sont dotées de tous les éléments naturels nécessaires au progrès et au développement; or, si l'on porte à cette partie du Dominion l'attention qu'elle mérite et qu'on achemine le trafic vers nos ports maritimes, qui sont comme les portes d'entrée du pays, rien n'empêchera que les affaires reprennent une très grande activité dans les provinces de l'Est.